

# L'emploi dans les services marchands

Catherine Souquet\*

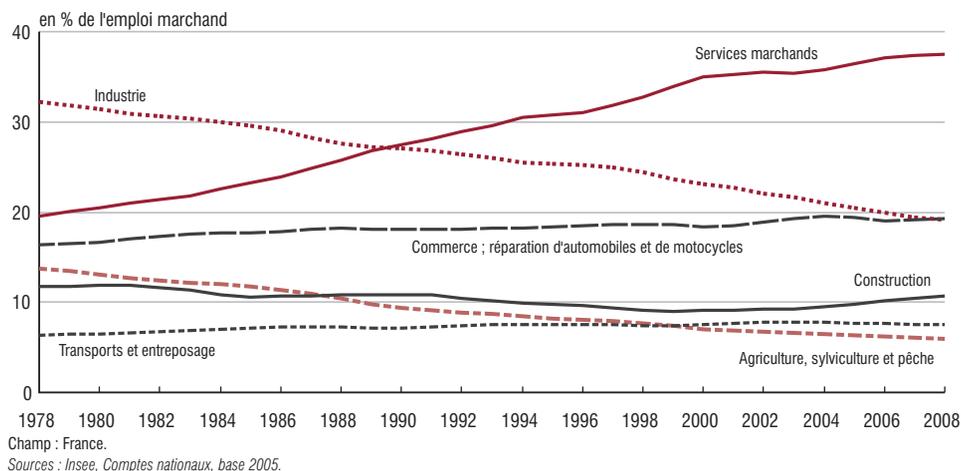
Entre 1978 et 2008, l'emploi dans les services marchands connaît une croissance rapide et continue : + 2,5 % par an en moyenne. L'augmentation des effectifs est surtout sensible dans les activités qui supportent une nouvelle organisation des entreprises comme les technologies de l'information et de la communication et le conseil au sens large, mais aussi dans les loisirs comme l'édition ou les activités récréatives, culturelles et sportives.

En raison de la crise financière et du recul général de l'activité économique, cette hausse régulière des effectifs est freinée en 2008 (+ 0,9 %) sous l'effet de fortes pertes d'emplois intérimaires (- 5,9 %). L'emploi continue cependant à croître dans les activités informatiques et services d'information, les activités scientifiques et techniques et quelques services personnels.

Entre 1978 et 2008, les effectifs (comptabilisés en équivalents-temps plein (EQTP, voir *Définitions*) des services marchands (voir *Définitions*) ont crû à un rythme annuel rapide (+ 2,5 %), soit une création nette de près de 3,4 millions d'emplois en 30 ans (*figure 1*). Ce dynamisme s'oppose à la tendance constatée dans les autres branches, qui affichent, au cours de cette même période, soit une baisse des effectifs -agriculture (- 2,5 %), industrie au sens large (- 1,5 %), construction (- 0,1 %) - soit une hausse modérée -commerce et transports (+ 0,8 %).

En 2008, le mouvement de créations d'emploi ralentit dans les services marchands (+ 0,9 %), suite, notamment, au recul de l'emploi intérimaire.

## 1. Évolution de l'emploi en équivalents-temps plein des grandes branches du secteur marchand



\* Catherine Souquet, Insee.

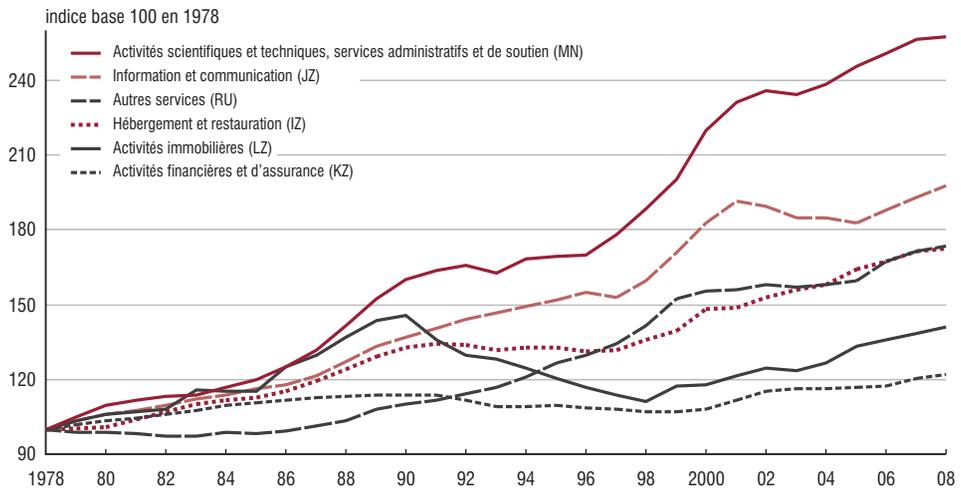
## Des effectifs en hausse continue depuis 30 ans

Ce différentiel de croissance entre les effectifs des services marchands et ceux des autres branches a eu pour conséquence un renforcement de leur poids qui passe de 20 à 38 % de l'emploi marchand et de 15 à 26 % de l'emploi total entre 1978 et 2008. Corollairement, la part de l'industrie au sens large (industrie manufacturière y compris agroalimentaire et énergie) a fortement décru (de 32 à 19 % de l'emploi marchand ou de 24 à 13 % de l'emploi total) de même que celle de l'agriculture (de 14 à 6 % ou de 10 à 4 %) qui a poursuivi le mouvement de repli entamé au cours des décennies précédentes. Le poids des autres grands secteurs est resté assez stable : légère hausse dans le commerce et les transports, repli modeste dans la construction.

La progression rapide des effectifs dans les services tient à plusieurs phénomènes simultanés. D'abord, il correspond à un transfert d'emplois en provenance du secteur industriel : le choix, effectué par les entreprises industrielles de se recentrer sur leur cœur de métier et d'externaliser, consécutivement, tout ou partie de leurs fonctions périphériques, dont les fonctions support, explique la migration d'une part significative des emplois industriels concernés (« tertiaire industriel ») vers les services. Ensuite les nouveaux besoins technologiques des entreprises et leur exigence accrue en matière de technicité et de savoir-faire pour faire face aux nouveaux modes de production et au défi concurrentiel ont propulsé les secteurs de l'informatique (code JC du niveau A38 de la NAF Rév. 2) d'une part, et du conseil (code MA du niveau A38) d'autre part : dans ces deux branches, la croissance annuelle de l'emploi au cours des 30 dernières années a été respectivement de 3,4 % et de 4,2 %. Enfin, les mutations des attentes des consommateurs ont conduit à un fort développement de la demande adressée à certains secteurs des services : nouvelles technologies de l'information et de la communication, secteur des loisirs notamment.

Sur la période 1978-2008, toutes les grandes branches des services marchands<sup>1</sup> enregistrent une augmentation de leurs effectifs, en particulier dans les services aux entreprises (figure 2). Elle est particulièrement soutenue dans les « activités spécialisées, scientifiques et

## 2. Évolution des effectifs en équivalents-temps plein des services marchands



1. Dans cet article, les intitulés entre guillemets, comme « l'hébergement et la restauration », correspondent à des codes et intitulés de la NAF Rév. 2 détaillée en annexe.

techniques et dans les services administratifs et de soutien » (+ 3,2 % par an, code MN en niveau A10), qui enregistrent la plus forte progression annuelle de croissance. À l'opposé le gain n'est que de 1,8 % dans « l'hébergement et la restauration » (code IZ en A38) et de 1,9 % dans les « autres services » (code RU en niveau A10). La croissance des effectifs est également plus faible dans les « activités immobilières » (+ 1,2 %, code LZ en niveau A38).

Une analyse à un niveau plus fin permet d'identifier les activités créatrices d'emploi dans les services au cours des 30 dernières années.

En premier lieu, les « activités informatiques et services d'information » (code JC en A38), au cœur de la révolution des nouvelles technologies de l'information et de la communication, ont plus que triplé leurs effectifs en EQTP (multipliés par 3,6). Les besoins, tant des entreprises que des particuliers, ont explosé, soutenus par deux temps forts : la crainte du *bug* de l'an 2000 et le passage à l'euro en 2002.

De même, les « services administratifs et de soutien » (code NZ en A38), le conseil au sens large (affaires juridiques et comptables, conseil pour la gestion architecture, ingénierie et contrôle et analyses techniques, code MA en niveau A38) et les « activités récréatives, arts et spectacles » (code RZ en niveau A38) ont quasiment triplé leurs effectifs en EQTP (effectifs respectivement multipliés par 2,9, 2,7 et 2,3). La croissance des services administratifs et de soutien est directement liée à l'externalisation des fonctions support (nettoyage, gardiennage, secrétariat, centres d'appel, etc.), qui s'est accélérée depuis le milieu des années 1990, celle du conseil à un besoin croissant de spécialistes pour optimiser l'organisation de la production et le fonctionnement de l'entreprise. Enfin, la hausse de la demande d'activités sportives et de spectacles (nourrie en partie par le passage aux 35 heures) au tournant des années 2000 explique la croissance des effectifs de ce secteur.

Bien que moins vive, la hausse des effectifs dans l'édition, l'audiovisuel et la diffusion (+ 1,9 % par an en moyenne), l'hébergement et la restauration (+ 1,8 %) et les activités des ménages en tant qu'employeurs (1,7 %) n'en est pas moins soutenue sur longue période. À noter que le développement du travail domestique à domicile ne s'est pas effectué linéairement, mais est directement lié à la création de l'Aged (Allocation de garde d'enfant à domicile, 1987) et du chèque emploi-service (1993).

Les télécommunications sont la seule activité à perdre des emplois (- 0,1 % par an). Ces pertes sont concentrées en fin de période : à partir de 2001, leurs effectifs baissent tous les ans.

## Maintien de l'emploi en 2008, malgré la crise

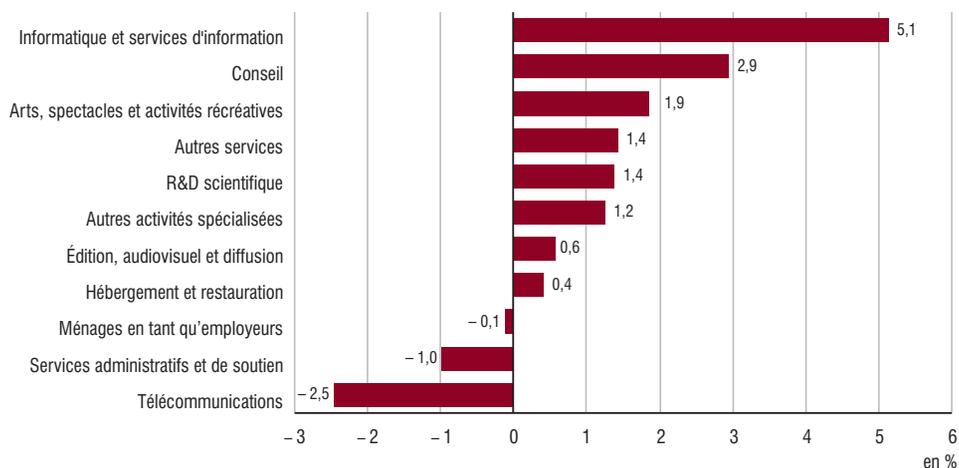
En 2008, dans l'ensemble de l'économie marchande, les effectifs (en EQTP) continuent d'augmenter en moyenne annuelle (+ 0,6 %), mais à un rythme plus lent que celui constaté les deux années précédentes : 2006 (+ 1,0 %), 2007 (+ 1,6 %). La diminution des créations de postes fait suite au ralentissement de l'activité mondiale, amorcé à l'été 2007. Le retournement de conjoncture s'est opéré en France à la mi-2008 et a eu assez rapidement un impact sur l'offre de travail, même si l'emploi réagit toujours avec un temps de retard par rapport à la production.

En termes d'emploi, les services marchands font mieux que la moyenne (+ 0,9 %), mais, sont sujets à de fortes variations d'une activité à l'autre. Globalement, les branches tirant le mieux leur épingle du jeu entre 2007 et 2008 sont, par ordre décroissant, « l'information et la communication » (+ 2,3 %), les « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (+ 2,3 %, également), les activités immobilières (+ 1,8 %), et « les autres activités de services » (+ 1,2 %).

Dans le premier cas, la croissance des effectifs de la branche « information et communication » (+ 5,1 %) s'explique par les performances de « l'informatique et des services d'information », les autres activités ne présentant que des résultats médiocres, telle l'« édition,

audiovisuel et diffusion » (+ 0,6 %), ou carrément négatifs comme les « télécommunications » (- 2,5 %) (figure 3). Le recul est particulièrement sensible dans la « programmation et la diffusion » (- 4,6 %).

### 3. Évolution 2008-2007 de l'emploi en équivalents-temps plein de différentes branches des services marchands



Champ : France.

Sources : Insee, Comptes nationaux, base 2005.

La bonne tenue des créations d'emplois dans les « activités spécialisées, scientifiques et techniques » provient essentiellement des activités de conseil (divisions 69 à 71 de la NAF Rév.2), dont les effectifs croissent de 2,9 % : les « activités de sièges sociaux et le conseil pour la gestion » se portent particulièrement bien (+ 5,7 %), de même que « l'architecture, l'ingénierie et le contrôle technique » (+ 3,3 %). Pour la « publicité » (+ 1,5 %) et les « autres activités spécialisées » (+ 0,2 %), l'année 2008 est meilleure en matière d'emplois que 2007 (respectivement - 3,4 % et - 2,2 %) : depuis 2005, les effectifs affichaient une baisse continue.

Le retournement du marché de l'immobilier n'a pas entraîné, en 2008, une réduction des personnels dans les activités immobilières. L'emploi augmente à une cadence proche de celle des années précédentes (+ 1,9 % en 2006 après + 2,1 % en 2007).

Pour les « autres services », l'existence d'un solde positif en matière d'emploi est à porter au crédit des « autres services personnels » (+ 3 %) et des activités de loisirs, « arts, spectacles et activités récréatives » (+ 1,9 %), portées par les « activités sportives, récréatives et de loisir » (+ 2,2 %).

Dans les autres grandes branches de services, l'emploi stagne (+ 0,4 % dans l'ensemble « hébergement et restauration ») ou régresse (- 1,0 % dans les « services administratifs ou de soutien aux entreprises »).

Les professionnels du tourisme ont dû, en effet, faire face en 2008 à une année touristique médiocre, en particulier du fait d'une météorologie peu favorable, de la hausse du prix des carburants et des premiers effets de la crise sur les dépenses des ménages et des entreprises. Ceci peut expliquer un recul du nombre de personnes employées dans l'hébergement (- 0,7 %). La restauration se porte un peu mieux, avec un solde net de créations d'emploi positif (+ 0,7 %).

Dans les « services administratifs et de soutien aux entreprises », la baisse des effectifs provient exclusivement de la contraction de la demande d'intérimaires, phénomène habituel en période de crise : pour ajuster l'emploi à la production, les entreprises (principalement du secteur industriel et de la construction) se séparent d'abord des personnels extérieurs, avant de

licencier leurs propres employés. En période de reprise, le phénomène s'inverse : l'intérim reprend avant tous les autres secteurs. Les autres activités ne sont pas encore touchées par la récession et continuent sur leur lancée à embaucher : « enquêtes et sécurité » (+ 4,4 %), « activités administratives et de soutien » (+ 3,9 %), « services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager » (+ 2,6 %). ■

---

## Définitions

**Emploi en équivalents-temps plein** : c'est le nombre total d'heures travaillées dans l'activité considérée divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique.

**Emploi intérieur** : comprend toutes les personnes physiques qui travaillent sur le territoire français, sans y résider nécessairement, quel que soit leur statut (salarié, indépendant, aide familial, etc.).

**Services marchands** : généralement, on considère qu'une unité rend des services marchands lorsqu'elle les vend (en grande partie ou en totalité) à des prix économiquement significatifs. En toute rigueur, il faudrait parler de services principalement marchands, car, pour certaines activités étudiées ici (par exemple, les activités récréatives ou sportives), coexistent des parties marchandes et non-marchandes. Mais cette dénomination correspond de manière officielle, dans la nomenclature d'activités et de produits, à un périmètre plus vaste incluant le commerce, le transport, ainsi que les activités financières et d'assurance, exclus du champ de cette étude.

## Pour en savoir plus

Niel X. et Okham M., « Les ressorts de l'économie des services : dynamisme propre et externalisation », *Insee Première* n° 1163, novembre 2007.

---